



## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

16 novembre 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 9 novembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### Relativisation

Par Eric NG PING CHEUN

La victoire de Donald Trump ne surprend que ceux qui croient béatement aux sondages politiques et dans la capacité de la presse traditionnelle à former l'opinion générale. A l'ère de l'internet et des réseaux sociaux, les citoyens s'informent autrement, ont accès à différentes sources d'information et peuvent librement choisir ce qui leur convient. La démocratie ne s'en sort que plus renforcée, s'inscrivant en faux contre la dérive monarchique de ses institutions. Le vote devient l'expression, depuis le Brexit, d'un rejet de l'establishment politique, économique, financier et médiatique. C'est la voix de l'Amérique profonde qui a parlé, pas celle de la bien-pensance.

Il ne faut toutefois pas juger les choses dans l'absolu. Un magnat de l'immobilier, devenu le futur président des Etats-Unis, ne personnifie quand même pas la lutte contre le capitalisme ! Ce qui est en cause, ce n'est pas « *the global regime of unfettered market and deregulations* », mais plutôt un capitalisme de connivence. Un système où les dirigeants s'entendent entre eux pour en tirer le maximum de profit sur le dos des gens, ce n'est pas l'idéal de liberté que chérissent les Américains. Dans un système libéral, le progrès pour tous se traduit par ce que Pareto appelle « la circulation des élites ».

C'est la première leçon que l'île Maurice doit tirer de cette élection. Ici, une certaine reproduction des élites tend à faire perpétuer une dynastie politique, une concentration économique, un blocage social. Le petit peuple n'est pas dupe du copinage entre dirigeants politiques et économiques. Du moment qu'ils assoient leur pouvoir, politique ou économique, ils ferment les yeux sur les mauvaises pratiques des autres. A ce titre, est éloquent le silence du secteur privé sur ce qui s'est passé à Air Mauritius. Il y a de quoi être inquiet.

N'ajoutons pas l'anxiété à l'inquiétude : l'élection de Trump est loin d'être un parallèle avec celle de Hitler en 1933. Le président élu a déclaré vouloir construire des murs à la frontière, et non envahir le Mexique ou le Canada. Comment un isolationniste convaincu cherchera-t-il à déclencher une guerre mondiale ? Si guerre il y a, elle sera commerciale.

Une telle guerre ferait l'affaire de Maurice. Des industriels aiment noircir des événements extérieurs pour exiger une subvention, une baisse du taux d'intérêt ou une dévaluation de la roupie. Malheureusement pour eux, notre industrie textile ne sera pas menacée par la présidence de Trump mais pourra en bénéficier. Car la compétitivité externe est une notion relative.

Les concurrents de Maurice auraient plus à perdre que le pays. Si jamais Trump concrétise sa proposition d'imposer 45% de droits de douane sur les produits chinois, les exportations mauriciennes deviendront plus compétitives. De même, il est dans l'intérêt de Maurice que les Etats-Unis abandonnent le Trans-Pacific Partnership qui a des clauses commerciales préférentielles en faveur des pays asiatiques, dont l'accès hors taxe pour les produits d'habillement du Vietnam. Certes, soutenu par un Congrès majoritairement républicain, Trump pourrait céder aux lobbies et remettre en cause l'*African Growth and Opportunity Act*. Mais il pénaliserait bien moins les produits africains que les articles asiatiques qui inondent le marché américain. Reste qu'on ne devrait pas se réjouir d'une Amérique farouchement protectionniste provoquant des représailles commerciales partout dans le monde avec le risque d'une récession mondiale.

Dans l'immédiat, il est loisible de craindre une chute du dollar américain et son corollaire, l'appréciation de la roupie, qui affecterait les recettes des exportations aux Etats-Unis. Mais le billet vert tient bon parce que l'euro et la livre sterling ne peuvent lui reprendre du terrain. Le dollar doit bien évoluer relativement à une monnaie internationale. Si l'une baisse, l'autre doit monter vis-à-vis de la roupie !

Les politiques affichées par le candidat Trump sont susceptibles de réaliser son vœu d'avoir un « *stronger dollar* ». Une réduction drastique de l'impôt sur les sociétés (de 35% à 15%) inciterait les multinationales américaines à rapatrier leurs bénéfices à domicile et, par extension, à augmenter leurs investissements domestiques. Un accroissement du déficit budgétaire, causé par une diminution des revenus et une hausse des dépenses sur l'infrastructure, ferait monter les taux de rendement des obligations publiques. Cela rendrait le dollar d'autant plus attrayant que la Fed relèverait son taux directeur pour contrer l'inflation.

La Banque de Maurice a bien fait de maintenir le sien jeudi dernier. Mais elle doit déjà se préparer à un cycle de resserrement des taux d'intérêt. Les critiques de Trump contre la Fed portent, avec raison, sur la politique de taux proche de zéro appliquée pendant huit ans. La Fed aura à rectifier le tir afin de corriger la perception qu'elle est de mèche avec l'establishment.

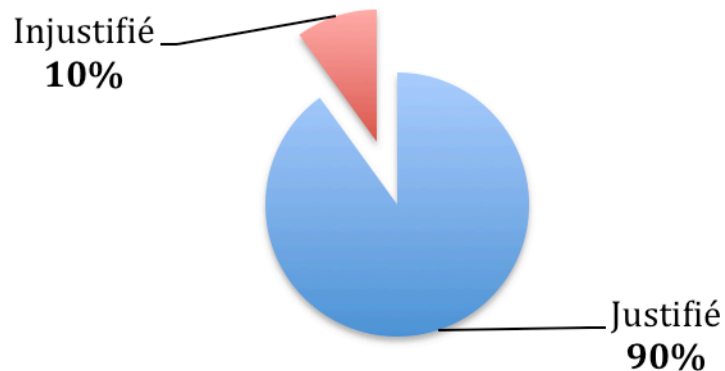
C'est ce qu'on attend aussi de la Banque de Maurice. Elle ne saurait résoudre un problème spécifique (l'exportation) par une mesure d'ordre général (le taux d'intérêt) qui affecte tout le monde, plus particulièrement les épargnants et les retraités. Elle doit faire comprendre au ministère des finances que la relance de l'investissement passe avant tout par une amélioration des critères de « *Ease of Doing Business* ». Etre premier en Afrique, c'est une position toute relative.

Donald Trump sera jugé sur ses actes. D'un président pragmatique qui a mis au placard sa rhétorique de campagne, vient la relativisation des paroles.

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Pour vous, le déclassement de Maurice dans le rapport « Doing Business » 2017 de la Banque mondiale est...

### Le déclassement de Maurice dans "Doing Business" 2017

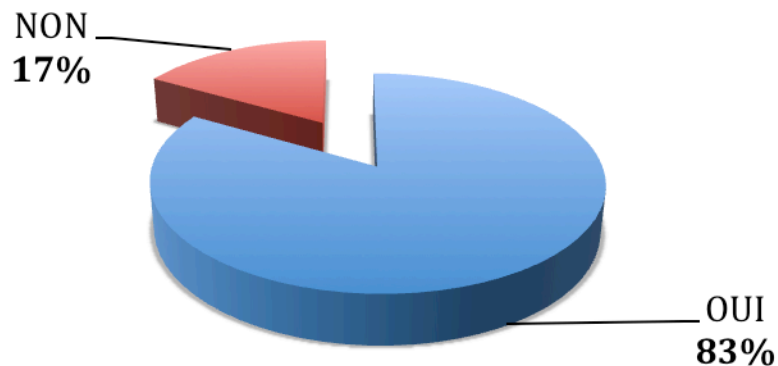


### Moins facile de faire des affaires

Le rapport « Doing Business » 2017, publié par la Banque mondiale, place Maurice au 49ème rang sur un total de 190 pays. L'île perd sept rangs après un ajustement méthodologique du classement 2016. Neuf analystes sur dix trouvent justifié ce déclassement, « une suite logique des scandales politico-financiers, du manque de bonne gouvernance et de l'instabilité au sommet de l'Etat ». Une autre cause serait « *the expropriation of assets without a court order* ». Alors qu'il n'y a pas eu de réforme majeure depuis des années, « certaines procédures semblent être plus compliquées qu'avant ». Par conséquent, « *the general feeling is that not enough concrete measures have been taken recently to materially improve the business climate* ».

2) Maurice mérite-t-elle de conserver sa première place du classement de « Doing Business » au niveau de l'Afrique subsaharienne ?

### La première place de Maurice au niveau de l'Afrique



### La menace rwandaise

Au classement de « Doing Business » 2017, Maurice (49ème) demeure toutefois le premier pays d'Afrique subsaharienne, précédant le Rwanda (56ème), le Botswana (71ème) et l'Afrique du Sud (74ème). Pour 83% des sondés, l'île mérite cette première place. La corruption, même si elle existe à Maurice, est « moins flagrante et moins handicapante » ici que sur le continent africain. Reste que « être premier en Afrique, c'est comme être borgne parmi les aveugles ». De nombreux analystes voient clair en ce qui concerne la fulgurante progression du Rwanda. Pour un économiste, « *Mauritius should guard against being complacent and is at serious risk of losing its top spot to Rwanda, which has been actively implementing significant reforms* ».

3) Selon-vous, la facilitation de l'entrepreneuriat féminin à Maurice a évolué...

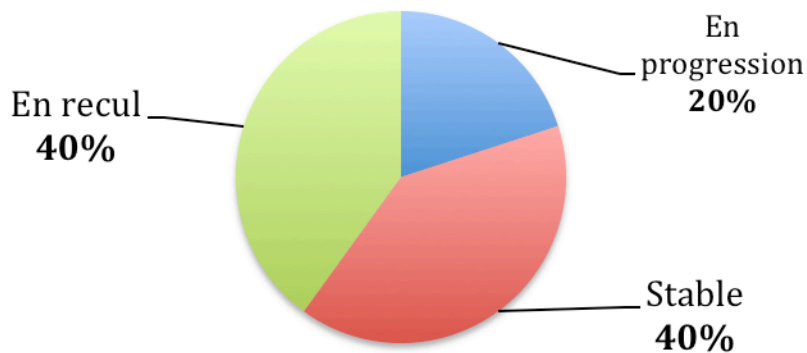
Positivement	10%
Pas assez positivement	90%
Négativement	0%

### **Encore du chemin pour l'entrepreneuriat féminin**

Il y a unanimité parmi les personnes interrogées que le gouvernement mauricien a facilité l'entrepreneuriat féminin. Cependant, il n'en a pas fait suffisamment, estiment neuf répondants sur dix. On trouve « regrettable qu'il existe encore trop peu d'entrepreneurs féminins dans notre pays ». Un économiste déplore que « la SMEDA ne fait que promouvoir l'entrepreneuriat de base, tels l'artisanat et la production d'achards ». Or il y a plus que cela. L'accès au financement est « un autre gros problème » auquel font face les femmes entrepreneurs. On propose que le gouvernement vienne « avec un fonds d'investissement qui injecte de l'argent dans des entreprises », sans se limiter aux gros projets.

4) Selon vous, le classement de Maurice dans le prochain rapport « Doing Business » (2018) sera...

### Maurice dans le prochain rapport "Doing Business"



### Un nouveau recul en perspective

Il y a deux fois plus d'analystes prévoyant un nouveau recul de Maurice dans le rapport « Doing Business » de l'année prochaine que d'analystes anticipant une progression. Les premiers estiment que « *there is no leadership to turn things around* », tandis que les seconds pensent que « *les réglementations électroniques mises en place par le gouvernement allégeront les procédures* ». On espère que « *the authorities will activate the implementation of relevant measures to enhance the business facilitation framework* ». Tout compte fait, si l'évaluation du pays se résume à un « *desktop exercise based on what is said in the laws* », il est important d'avoir des « *empirical evidence on how the law is being effectively put into effect* ».

5) Pour vous, quel est l'indicateur du rapport « Doing Business » qui doit être amélioré comme priorité des priorités par le gouvernement ?

La protection des investisseurs minoritaires	13%
L'octroi de permis de construire	13%
L'obtention de prêts	13%
La création d'entreprise	60%

### **Faciliter la création d'entreprises**

Parmi les quatre principaux indicateurs sous lesquels Maurice a perdu des rangs dans le rapport « Doing Business » 2017, trois sondés sur cinq appellent le gouvernement à améliorer surtout la facilité de créer des entreprises. Est aussi primordiale l'obtention de prêts vu que « Maurice est un petit marché », tout comme l'octroi de permis de construire, car « la construction stagne ». La protection des investisseurs minoritaires n'est pas en reste parce que « *protecting minority interests is one of the key aspects of corporate governance, and this should be respected* ». Par dessus tout, « *we need a strong Board of Investment led by someone who is not scared by politicians* ».



6) Pour vous, la gouvernance d'entreprise chez Air Mauritius est...

Relativement Bonne	3%
Mauvaise mais Perfectible	33%
Irrémédiablement Déplorable	63%

### **Ancrage de la mauvaise gouvernance**

La brutale révocation du CEO d'Air Mauritius a mis en lumière une mauvaise, voire déplorable, gouvernance d'entreprise (*Corporate Governance*). Si un tiers des répondants croient encore que la situation peut être redressée, 63% estiment que rien ne pourra y remédier. Le fait est que, « *whilst the power of dismissing the CEO by the Board cannot be disputed, the way of doing so seems at odds with advocated norms and rules* ». On condamne le « *pathetic behaviour of several board members* » et le silence de ceux absents de la réunion du 28 octobre. Ainsi, « *this board is unfit, and we need a new breed of board members who are not stuck in politicking* », à savoir des administrateurs « indépendants et multidisciplinaires ».

7) Quel sera le niveau du cours de l'action *Air Mauritius* d'ici à un an (novembre 2017) ?

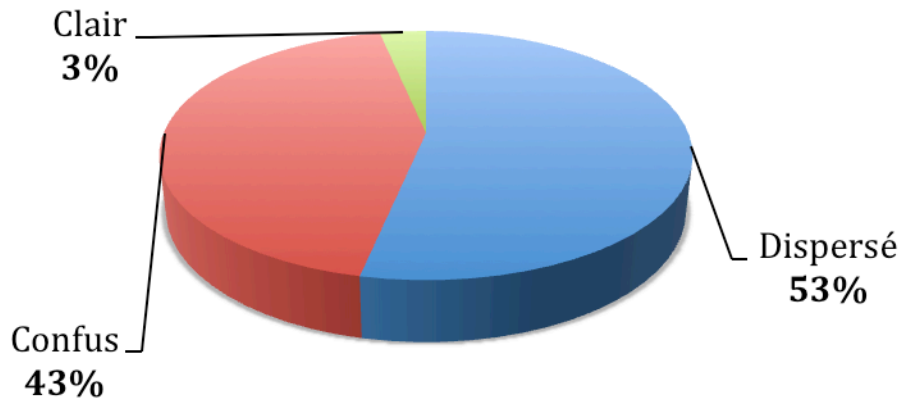
En dessous de Rs 12,50	23%
De Rs 12,50 à Rs 14,50	67%
Au dessus de Rs 14,50	10%

### **Après la zone de turbulences**

Le cours de l'action *Air Mauritius* était à Rs 14,50 le 26 février 2016, au lendemain de la nomination de Megh Pillay comme CEO ; à Rs 13,00 le 31 octobre 2016, le premier jour de cotation après sa révocation ; et à Rs 14.20 vendredi dernier. Neuf analystes sur dix sont d'avis que le cours ne franchira pas Rs 14,50 d'ici à novembre 2017, mais selon 77% des sondés, il ne passera pas sous Rs 12,50. Comme « le prix d'une action dépend beaucoup de la confiance faite aux dirigeants de la société et de leur capacité à apporter des résultats », il s'ensuit que « *things could improve if there were a change of board and the appointment of a competent CEO* ».

8) Comment trouvez-vous le pouvoir de décision au sommet du gouvernement ?

### Le pouvoir de décision au sommet du gouvernement



### Toujours pas de clarification politique

L'avortement du projet Heritage City et les turbulences au sein d'*Air Mauritius* ont révélé un jeu politique complexe au sommet du gouvernement. Les analystes sont quasiment unanimes à dire que le pouvoir de décision n'est pas clair, ni pour la population ni pour le secteur privé. Il est confus, car « *opinions seem to differ considerably* », et il est aussi dispersé avec l'existence de plusieurs capitaines. C'est tout à l'image d'un « *pathetic government with zero leadership* ». Le problème est que « *mixed signals and inconsistencies at the level of the execution of key economic decisions can have an adverse impact on business sentiment and consumer confidence* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 9 novembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

*Telephone:* +230 2136719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.